

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2003-2004

4 FÉVRIER 2004

Proposition de résolution relative à la candidature de la Turquie à l'adhésion à l'Union européenne

(Déposée par M. Karim Van Overmeire et consorts)

DÉVELOPPEMENTS

La Turquie a actuellement le statut de pays candidat à l'adhésion à l'Union européenne. Ce pays n'a pourtant pas de racines dans la tradition culturelle européenne. Ces dernières décennies, la Turquie a été trouvée en défaut, non seulement sur le plan de ses obligations internationales en matière de droit international public et des droits de l'homme, mais aussi en ce qui concerne ses engagements à l'égard de l'Union.

Les auteurs de la présente proposition estiment dès lors que la Turquie ne peut pas être admise à adhérer à l'Union européenne. Si, sous l'effet de la pression internationale, on décidait quand même de l'admettre, il faudrait avant tout organiser une consultation populaire dans tous les pays de l'Union. Il y a lieu en outre, avant l'ouverture des négociations d'adhésion, de réclamer de la part de la Turquie une série de garanties en matière de respect des droits de l'homme et du droit international public.

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 2003-2004

4 FEBRUARI 2004

Voorstel van resolutie over de kandidatuur van Turkije als lid van de Europese Unie

(Ingediend door de heer Karim Van Overmeire c.s.)

TOELICHTING

Turkije heeft momenteel de status van kandidaat-lidstaat van de Europese Unie. Het land heeft nochtans geen wortels in de Europese culturele traditie. Turkije is de voorbije decennia in gebreke gebleven, niet alleen in zijn internationale verplichtingen op het vlak van de volkeren- en de mensenrechten, maar ook in zijn engagementen ten aanzien van de Unie.

Vandaar dat de auteurs van dit voorstel van oordeel zijn dat Turkije niet als lid van de Europese Unie kan worden toegelaten. Indien het land onder internationale druk toch zou worden aanvaard, kan dit slechts gebeuren na een volksraadpleging in alle landen van de Unie. Bovendien moeten, voor het openen van de toetredingsonderhandelingen, van Turkije een reeks garanties worden geëist inzake het respect voor de mensenrechten en de rechten van volkeren.

Karim VAN OVERMEIRE.
Frank VANHECKE.
Jurgen CEDER.

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

Le Sénat,

A. Considérant que l'Empire turco-ottoman a été pendant sept cents ans le pôle opposé et le principal ennemi de l'Europe, qu'entre le XI^e et le XIV^e siècle, il s'est rendu coupable d'épuration ethnique en chassant la majorité hellénophone d'Anatolie, et que, jusqu'au XIX^e siècle, il a occupé la Grèce, l'Albanie, le Kosovo, la Bulgarie, la Macédoine et la Serbie et a entraîné ces pays dans le marasme intellectuel et scientifique dans lequel était tombé l'Islam;

B. Considérant que les Turcs n'ont aucune racine culturelle européenne, telles que celles issues de la Grèce et de la Rome antiques, du Moyen-âge chrétien, ainsi que de la Renaissance des XV^e et XVI^e siècles, de la révolution scientifique du XVII^e siècle, des Lumières du XVIII^e siècle, de la révolution industrielle et du romantisme des XVIII^e et XIX^e siècles, mais, au contraire, trouvent leurs racines culturelles dans la Perse antique, l'ancienne Arabie, l'Islam et les dynasties seldjoudide et ottomane;

C. Considérant qu'en 1915, durant la première Guerre mondiale, l'Empire ottoman a commis un génocide en Anatolie du Nord-Est, faisant plus d'un million et demi de victimes, que, dans le même temps, il s'est rendu coupable d'épuration ethnique contre les Arméniens, et que la République turque refuse encore à ce jour de reconnaître ces faits, alors que le Parlement européen l'a fait en 1987;

D. Considérant que la République turque a envahi l'État kurde en Anatolie du Sud-Est, État créé par le Traité de Sèvres de 1920, et a ensuite réprimé les insurrections kurdes de 1920, 1926-30, 1936-38 et 1984-99, par des expulsions à caractère ethnique vers la Turquie occidentale, et qu'elle ne prévoit aucune réparation ou indemnisation de ces exactions;

E. Considérant que la Turquie a envahi la partie septentrionale de Chypre en 1974, y a procédé à l'expulsion ethnique de 162 000 Chypriotes grecs et occupe encore l'île avec un effectif de 30 000 hommes, et qu'elle est le seul pays à reconnaître le gouvernement turco-chypriote, si bien qu'en 2004, nous serons placés dans la situation où un pays candidat à l'adhésion occupe une partie du territoire d'un État membre;

F. Considérant que la Turquie est située à 97 % en Asie, que les Turcs ne veulent adhérer à l'UE que pour des raisons économiques, et qu'au bout de quatre décennies, l'intégration de 3,5 millions d'immigrants turcs dans les pays de l'UE reste difficile, ce qui prouve

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

De Senaat,

A. Overwegende dat het Ottomaanse Rijk van de Turken zevenhonderd jaar lang de tegenpool en de belangrijkste vijand van Europa was, vanaf de 11e tot de 14e eeuw door etnische zuivering de Griekstalige meerderheid uit Anatolië verdreef, en tot aan de 19e eeuw Griekenland, Albanië, Kosovo, Bulgarije, Macedonië en Servië, bezette en meesleurde in de intellectuele en wetenschappelijke stagnatie van de islamwereld;

B. Overwegende dat de Turken geen Europese culturele wortels hebben, zoals daar zijn het Oude Griekenland, het Oude Rome, en de christelijke Middeleeuwen, alsook de Renaissance van de 15e en de 16e eeuw, de wetenschappelijke revolutie van de 17e eeuw, de Verlichting van de 18e eeuw, en de Industriële Revolutie en de romantiek van de 18e-19e eeuw, maar integendeel hun cultuur terugvoeren op het Oude Perzië, het Oude Arabië, de islam, en de dynastieën van de Seldjoeken en de Ottomanen;

C. Overwegende dat het Ottomaanse Rijk tijdens WO I in 1915 in Noordoost-Anatolië een volkerenmoord met 1,5 miljoen doden en tegelijk een etnische verdrijving van Armeniërs heeft doorgevoerd, en de Turkse Republiek dit tot op heden weigert te erkennen, alhoewel het Europese Parlement dit in 1987 wél heeft gedaan;

D. Overwegende dat de Turkse Republiek de Koerdische staat in Zuidoost-Anatolië, opgericht door het Verdrag van Sèvres in 1920, onder de voet heeft gelopen, en vervolgens de Koerdische opstanden van 1925, 1926-30, 1936-38 en 1984-99 heeft onderdrukt door etnische verdrijvingen naar West-Turkije, en hiervoor in geen herstel of schadevergoeding voorziet;

E. Overwegende dat Turkije in 1974 Noord-Cyprus onder de voet heeft gelopen, daar een etnische verdrijving van 162 000 Griekse Cyprioten heeft doorgevoerd, en het eiland nog altijd met 30 000 legermanschappen bezet, en er bovendien als enige land Turks-Cyprus erkent, wat ons in 2004 tot de situatie zal brengen waarbij een kandidaat-lidstaat een deel van het grondgebied van een lidstaat bezet;

F. Overwegende dat Turkije voor 97 % in Azië ligt, en de Turken maar tot de EU willen toetreden om economische redenen, en dat na vier decennia de integratie van de 3,5 miljoen Turkse inwijkelingen in de EU-landen nog altijd moeilijk blijft, waaruit blijkt

qu'un fossé culturel profond sépare la Turquie de l'Europe, donnée confirmée notamment par M. Giscard d'Estaing, président de la Convention européenne, qui a estimé que les Turcs ne sont pas des Européens, que leur façon de vivre est différente de la nôtre;

G. Considérant que la Turquie compte actuellement 67 millions d'habitants et qu'elle en comptera 100 millions dans quelques décennies, de sorte que la Turquie deviendra bientôt, démographiquement parlant, le plus grand pays de l'UE (dépassant l'Allemagne, qui compte 82 millions d'habitants, la France, le Royaume-Uni et l'Italie, des pays qui comptent chacun près de 60 millions d'habitants);

H. Considérant que le modèle de coopération de l'UE constituait déjà une référence pour l'humanité entière, que l'on s'en est inspiré en Asie, en Afrique et en Amérique latine, qu'il se fonde sur le sentiment de solidarité et le lien culturel qui unit les peuples qui partagent la même culture et qui habitent le même continent, ce qui pourrait être compromis pour l'UE si un peuple non européen tel que le peuple turc venait à adhérer, ce qui, en outre, entrouvrirait la porte à d'autres peuples turcophones, tels que les Kazakhs, les Kirghizes, les Ouzbeks, les Turkmènes et les Azerbaïdjanais, voire aux Azéris d'Iran ou aux Ouïgours du Turkestan chinois;

I. Considérant qu'en Turquie, l'armée dispose d'un pouvoir excessif, qu'elle prend régulièrement le contrôle de l'État, comme en 1960, 1971-73 et 1980-83, et qu'elle renverse le gouvernement, comme en 1997, tandis que les services de sécurité pratiquent la torture à grande échelle;

J. Considérant que l'adhésion de la Turquie à l'UE sert avant toute chose les intérêts géopolitiques des États-Unis, tandis que l'UE a toujours considéré qu'il y avait lieu d'agir avec circonspection, comme elle l'a montré en 1959 déjà, lorsque la Turquie émit le souhait d'adhérer; l'accord d'association avec la CEE de 1963 prévoyait à cet effet un délai de huit ans, le protocole additionnel de 1971 le prolongea jusqu'en 1995, l'accord d'association fut gelé par la CE en raison du coup d'État militaire (1980-88), la CE rejeta, en 1989 déjà, la nouvelle demande d'adhésion de 1987, puis en 1997, après quoi elle finit, en 1999, par prendre la candidature de la Turquie en considération, uniquement parce que, indépendamment des pressions américaines, un refus aurait pu amener la Turquie à menacer d'annexer la partie septentrionale de Chypre et à mettre, au sein de l'OTAN, son veto à la force d'intervention rapide européenne;

K. Considérant que la Turquie a conclu, en 1975, avec la CE, un accord d'union douanière qui devait prendre effet en 1996, mais que la Turquie n'avait pas adopté le tarif extérieur commun de l'UE en 1996, que la Turquie s'est à nouveau vu octroyer un délai de

hoe groot de culturele afstand is, wat ook bevestigd wordt door onder andere Giscard d'Estaing, de voorzitter van de Europese Conventie, die stelde dat de Turken geen Europeanen zijn, dat hun manier van leven anders is;

G. Overwegende dat Turkije nu 67 miljoen inwoners telt, en binnen enkele decennia 100 miljoen, zodat Turkije demografisch weldra het grootste land van de EU zou worden (Duitsland 82 miljoen. Frankrijk, VK en Italië ieder dichtbij de 60 miljoen);

H. Overwegende dat het samenwerkingsmodel van de EU reeds een voorbeeld was voor de gehele mensheid, en in Azië, Afrika en Latijns-Amerika navolging kreeg, en gebaseerd is op het samenhangingsgevoel en de culturele verbondenheid van volkeren uit dezelfde cultuur en hetzelfde werelddeel, iets wat voor de EU op de helling komt te staan indien een niet-Europees volk zoals de Turken zou toetreden, wat verder ook de deur op een kier zou zetten voor andere Turkstalige volkeren, zoals de Kazachen, de Kirgiezen, de Oezbeken, de Turkmenen en de Azerbeïdjanen, en zelfs voor de Azeriërs in Iran of de Oeigoeren in Chinees Turkestan;

I. Overwegende dat in Turkije het leger over een buitensporige macht beschikt, geregeld de controle over de staat overneemt, zoals in 1960, 1971-73 en 1980-83, ofwel de regering afzet, zoals in 1997, terwijl de veiligheidsdiensten op grote schaal folteren;

J. Overwegende dat de toetreding van Turkije tot de EU in de eerste plaats de geopolitieke belangen van de Verenigde Staten dient, terwijl de EU altijd al redenen voor terughoudendheid zag, zoals bleek toen Turkije in 1959 al wilde toetreden, het associatieakkoord met de EEG in 1963 hiervoor acht jaar voorzag, het aanvullende protocol van 1971 dit verlengde tot 1995, het associatieakkoord door de EG bevroren werd omwille van de militaire staatsgreep (1980-1988), de EG de hernieuwde toetredingsaanvraag van 1987 al in 1989 verwierp, dat herhaalde in 1997, en in 1999 uiteindelijk alleen de kandidatuur in beschouwing nam omdat, benevens de Amerikaanse druk, Turkije kon dreigen met inlijving van Noord-Cyprus en veto's in de Navo tegen Europa's snelle interventiemacht;

K. Overwegende dat Turkije in 1975 een douane-unie-overeenkomst afsloot met de EG, die moest ingaan in 1996, maar dat Turkije in 1996 het gemeenschappelijke buitentarief van de EU niet had overgenomen, Turkije opnieuw 5 jaar de tijd kreeg,

cinq ans, mais qu'elle n'était toujours pas en règle en matière de normes industrielles en 2001, ce qui amène à douter, aujourd'hui, vingt-huit ans après, non seulement des capacités administratives, mais également de la volonté politique de la Turquie d'adopter l'acquis communautaire;

L. Considérant qu'il est ressorti de l'eurobaromètre publié dans le quotidien «*De Morgen*» du 10 mars 2003, que seulement 30% des Belges se féliciteraient d'une adhésion de la Turquie, de sorte que, si une consultation populaire avait été organisée en Belgique sur cette question, les votes négatifs auraient probablement été majoritaires;

demande au gouvernement :

1. de rejeter la candidature de la Turquie à l'Union européenne et de prévoir les garanties nécessaires, pour le cas où des pressions diplomatiques seraient exercées sur notre pays pour qu'il accepte cette candidature, d'abord en demandant qu'une consultation populaire soit organisée à ce sujet en Belgique et dans les autres États membres de l'Union européenne, à l'exemple des consultations populaires qui furent organisées au Danemark et en France sur le Traité de Maastricht, en Irlande sur le Traité de Nice et en Suède et au Danemark sur l'euro;

2. ou, à titre subsidiaire :

2.1. de presser la Turquie de prendre les mesures concrètes suivantes en ce qui concerne Chypre, avant même l'ouverture des négociations d'adhésion :

— la reconnaissance de la République de Chypre, État membre de l'Union européenne à partir de 2004;

— la cessation de l'occupation de la partie septentrionale de Chypre, et le retrait de l'armée turque;

2.2. de demander instamment, à cet effet, que la Turquie se résolve, avant même l'ouverture des négociations d'adhésion, à l'égard de ses minorités kurdes et arméniennes :

— à reconnaître légalement le génocide et l'expulsion ethnique des Arméniens en 1915, le droit des Arméniens au retour et à une indemnisation, ainsi que le droit des Arméniens à l'autodétermination dans les régions dans lesquelles ils étaient majoritaires avant 1915;

— à reconnaître légalement le déplacement ethnique des Kurdes d'Anatolie du Nord-Est vers l'Anatolie occidentale (dans les années 1920 et 1930), ainsi que le droit des Kurdes au retour et à une indemnisation;

— à reconnaître les destructions plus récentes de 2615 villages kurdes (depuis 1984) et l'expulsion

mais Turquie in 2001 inzake industriële normen opnieuw niet in orde was, wat nu, na 28 jaar, niet alleen aan de bestuurlijke mogelijkheden, maar ook aan de politieke bereidheid van Turkije doet twijfelen om de EU-verworvenheden over te nemen;

L. Overwegende dat uit de Eurobarometer zoals beschreven in *De Morgen* van 10 maart 2003 bleek slechts 30% van de Belgen een toetreding van Turkije zouden verwelkomen, zodat een Belgische volksraadpleging over deze kwestie toen waarschijnlijk een meerderheid van neen-stemmers zou opgeleverd hebben;

vraagt de regering :

1. de Turkse kandidatuur voor de EU af te wijzen, en indien België diplomatiek onder druk komt te staan om deze kandidatuur te aanvaarden de nodige waarborgen in te bouwen, ten eerste door hierover in België en in de andere EU-landen een volksraadpleging te vragen, zoals Denemarken en Frankrijk die hielden over het Verdrag van Maastricht, Ierland die hield over het Verdrag van Nice, en Zweden en Denemarken die hielden over de euro;

2. of anders :

2.1. erop aan te dringen dat Turkije daartoe, nog voor het openen van de toetredingsonderhandelingen, inzake Cyprus de volgende concrete stappen zou zetten :

— het erkennen van de Republiek Cyprus, EU-lidstaat vanaf 2004;

— het beëindigen van de bezetting van Noord-Cyprus, en de terugtrekking van het Turks leger;

2.2. erop aan te dringen dat Turkije, daartoe, nog voor het openen van de toetredingsonderhandelingen, t.o.v. zijn Koerdische en Armeense minderheden :

— de volkerenmoord en de etnische verdrijving van de Armeniërs in 1915 bij wet erkent, alsook het Armeense recht op terugkeer en schadevergoeding, en het Armeense zelfbeschikkingsrecht in de gebieden waar Armeniërs voor 1915 de meerderheid vormden;

— de etnische verdrijving van de Koerden van Noordoost- naar West-Anatolië bij wet erkent (jaren 1920 en 1930), alsook het Koerdische recht op terugkeer en schadevergoeding;

— de meer recente (sinds 1984) 2 615 Koerdische dorpsvernielingen en het etnische verdrijven van de

ethnique des Kurdes (selon *Human Rights Watch*, 380 000 à 1 000 000 de personnes ont été déplacées) et à élaborer et exécuter un plan de retour;

— à permettre aux Kurdes vivant en Anatolie du Nord-Est, où ils sont largement majoritaires, de disposer d'une administration, d'une justice et d'un enseignement en langue kurde et à reconnaître également le droit à l'autodétermination des Kurdes en Anatolie du Nord-Est;

2.3. d'insister pour que, dès avant l'ouverture des négociations d'adhésion, la Turquie prenne les mesures suivantes en matière de démocratie et de respect des droits de l'homme :

— abrogation du seuil électoral de 10% pour les partis politiques des minorités, et suppression de l'interdiction de partis kurdes;

— interdiction par la voie légale de toute immixtion militaire dans la police et dans la justice, et adaptation de la législation pénale afin de concrétiser cette interdiction;

— adoption de mesures pour garantir le respect de la liberté de la presse et de la liberté d'opinion;

— adoption de mesures pour garantir le respect effectif, sur le sol turc, des décisions de la Cour européenne des droits de l'homme, et instauration d'un droit légal à une indemnisation;

2.4. d'insister pour que, dès avant l'ouverture des négociations d'adhésion, la Turquie prenne les mesures suivantes en ce qui concerne la pratique de la torture :

— interdiction expresse de la torture en toutes circonstances et concrétisation de cette interdiction par le renforcement des dispositions pénales applicables en cas de non-respect;

— interdiction des menaces de torture de jeunes enfants en vue d'extorquer des aveux à leurs parents (source: *Amnesty International*);

— amélioration des conditions de détention, notamment par la garantie de soins médicaux aux malades;

— interdiction d'empêcher des médecins d'établir des rapports médicaux concernant des victimes de tortures et interdiction de saisie et d'escamotage de ces rapports par les services de police;

— suppression de la prescription pour faits de torture, pour éviter qu'elle ne devienne une tactique judiciaire;

Koerden erkent (380 000 tot 1 miljoen verdrevenen volgens *Human Rights Watch*) en een terugkeerplan opstelt en uitvoert;

— dat Turkije de Koerden in Noordoost-Anatolië, waar zij de grote meerderheid vormen, bestuur, rechtspraak en onderwijs in het Koerdisch verleent, en in Noordoost-Anatolië ook het Koerdische zelfbeschikkingsrecht erkent;

2.3. erop aan te dringen dat Turkije daartoe, nog voor het openen van de toetredingsonderhandelingen, inzake democratie en mensenrechten :

— de 10% drempel voor het parlement afschaft voor politieke partijen van de minderheden, en het verbod op Koerdische partijen opheft;

— het ingrijpen van militairen in de politie en in het gerecht bij wet verbiedt, en de strafwetgeving aanpast om dit verbod te concretiseren;

— de persvrijheid en de vrijheid van mening zou naleven;

— de uitspraken van het Europese Hof voor de Mensenrechten in Turkije ook daadwerkelijk respecteert met een wettelijk recht op schadevergoeding,

2.4. erop aan te dringen dat Turkije daartoe, nog voor het openen van de toetredingsonderhandelingen, in verband met folteringen :

— foltering onder alle omstandigheden uitdrukkelijk verbiedt, en dit concretiseert door aan het verbod een strenge strafwetgeving te koppelen;

— verbiedt dat kleine kinderen met foltering bedreigd worden om hun ouders tot bekentenissen te dwingen (bron: *Amnesty International*);

— de omstandigheden waarin de hechtenis gebeurt, verbetert, onder andere door zieken geneeskundige verzorging te waarborgen;

— verbiedt dat geneesheren worden verhinderd om medische verslagen over folterslachtoffers op te stellen, en verbiedt dat deze verslagen door de politio-nale diensten aangeslagen en weggemoffeld worden;

— de verjaring voor foltering opheft om te verhinderen dat ze een gerechtelijke tactiek wordt;

2.5. d'exiger, à cet effet, de la Turquie, qu'elle modifie, avant même l'ouverture de négociations en vue de son adhésion, sa législation, surtout en ce qui concerne les droits des femmes :

— en étendant, dans sa législation, la notion de viol à toutes les agressions sexuelles et en incriminant également les viols conjugaux;

— en interdisant explicitement par une loi les mariages forcés à la suite de viols et les prétendus «crimes familiaux», comme le meurtre de jeunes filles violées par des membres de leur propre famille et en les punissant sévèrement;

— en réprimant explicitement par une législation pénale plus stricte le déshabillage et le viol systématiques de femmes arrêtées — principalement des femmes kurdes — par des membres des services de police (ainsi que l'ont rapporté *Amnesty International* et *Human Rights Watch*);

2.6. d'exiger que la Turquie veille, dès avant l'ouverture des négociations d'adhésion, à ce que les détenus bénéficient de nourriture en suffisance et de conditions d'hygiène et de soins médicaux satisfaisants dans ses 605 prisons, de manière que les prisonniers ne tombent pas malades par manque de nourriture ou d'hygiène et ne meurent ensuite par manque de soins, y interdise les tortures et les viols et indemnise les personnes torturées pour les séquelles (par exemple la paralysie des mains et des bras due à la suspension de longue durée par les mains ou par les bras), y respecte de manière effective l'interdiction du bandage des yeux (mai 2002) qui empêche les détenus d'identifier leurs tortionnaires, fasse en sorte que le droit de visite, surtout celui des avocats, ne soit pas limité, et que l'incarcération dans les nouvelles prisons de type F, avec cellule d'isolation sans fenêtre et isolation totale pouvant aller jusqu'à quinze jours, qui semblent surtout destinées aux prisonniers politiques, n'engendre pas de troubles psychologiques, de suicides et de brutalités policières accrues;

2.7. d'exhorter la Turquie à prendre les mesures suivantes, surtout en matière de droits culturels, et ce, avant même l'ouverture des négociations en vue de l'adhésion :

— continuer à respecter la levée de l'état d'urgence dans l'Anatolie du Sud-Est (novembre 2002), région à population majoritairement kurde;

— cesser de vider de sa substance la loi (août 2002) reconnaissant les droits des minorités (kurdes) en matière de télédiffusion, de radiodiffusion et d'enseignement, par la régulation instaurée depuis décembre 2002 en vue de limiter le droit de radiodiffusion à quatre heures par semaine et le droit de télédiffusion à

2.5. erop aan te dringen dat Turkije daartoe, nog voor het openen van toetredingsonderhandelingen, vooral inzake vrouwenrechten :

— het begrip verkrachting in zijn wetgeving zou uitbreiden tot alle seksuele gewelddaden en ook echtelijke verkrachtingen als misdadig strafbaar te stellen;

— gedwongen huwelijken na verkrachtingen, en zogenaamde «familiemisdaden» zoals het doden door de eigen familieleden van verkrachte meisjes, uitdrukkelijk bij wet zou verbieden en streng zou bestraffen;

— het stelselmatig uitkleden en verkrachten van aangehouden vrouwen — vooral van Koerdische vrouwen — door leden van de politionele diensten (zoals aangebracht door *Amnesty International* en *Human Rights Watch*) met een uitdrukkelijke en strengere strafwetgeving zou beteugelen.

2.6. erop aan te dringen dat Turkije daartoe, nog voor het openen van toetredingsonderhandelingen, in zijn 605 gevangenissen voldoende voedsel, netheid en medische zorgen verschaft, zodat gevangenen niet ziek worden bij gebrek aan voedsel en hygiëne, en vervolgens niet sterven bij gebrek aan verzorging, er de folteringen en verkrachtingen verbiedt, en de blijvende lichaamsgebreken door folteringen (handen en armen voorgoed verlamd door langdurige ophanging bijvoorbeeld) vergoedt, en het verbod op blinddoeken (mei 2002), waardoor gevangenen hun folteraars niet kunnen identificeren, daadwerkelijk doorvoert, en ervoor zorgt dat het bezoekrecht, vooral van de advocaten, niet ingeperkt wordt, en vermijdt dat de nieuwe gevangenissen van het F-type, die vooral voor de politieke gevangenen bestemd lijken, met isoleercellen zonder vensters en totale isolatie tot 14 dagen toe, geen psychologische stoornissen, zelfmoorden en opgedreven politiebrutaliteit uitlokken;

2.7. erop aan te dringen dat Turkije daartoe, nog voor het openen van de toetredingsonderhandelingen, vooral inzake culturele rechten :

— het opheffen van de noodtoestand in het overwegend Koerdische Zuidoost-Anatolië (november 2002) verder blijft naleven;

— de wet (augustus 2002) die de omroep- en onderwijsrechten van minderheden (Koerden) erkent, niet langer ontkracht door de regulering (december 2002) die het omroeprecht beperkt tot 4 uren radio per week en 2 uren TV per week, en door de regulering die onderwijs in minderheidstalen beperkt tot week-

deux heures par semaine, ainsi que par la régulation qui n'autorise à dispenser l'enseignement dans des langues minoritaires que durant les week-ends et les jours de vacances et ce, uniquement aux enfants ayant suivi l'enseignement du cycle inférieur;

— mettre fin aux diverses formes d'oppression culturelle, comme les arrestations lors de mariages kurdes, parce que l'on y chante en kurde, ou les poursuites judiciaires contre des parents qui souhaitent donner un nom kurde à leur enfant, et réprimer pénalement, dans ces domaines également, les abus des services de police à l'égard des Kurdes.

24 décembre 2003.

eindes en vakantiedagen, en tot kinderen die het lager onderwijs doorliepen;

— culturele onderdrukking zoals bijvoorbeeld aanhoudingen verrichten op een Koerdische bruiloft omdat er in het Koerdisch gezongen wordt, of gerechtelijk vervolgen omdat ouders een kind een Koerdische naam willen geven staakt, en ook hier de overtredingen door de politionele diensten strafrechtelijk beteugelt.

24 december 2003.

Karim VAN OVERMEIRE.
Frank VANHECKE.
Jurgen CEDER.